



Département du Calvados
Commune de CORMELLES LE ROYAL
Mairie : 20, rue de l'Eglise
14123 CORMELLES LE ROYAL

Conseillers en exercice : 24
Conseillers présents : 20
Votants : 22

Date de la convocation : 6 janvier 2026

Delib20260102

**Séance du
12 janvier 2026**

CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le douze janvier à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Jean-Marie GUILLEMIN, Maire.

Présents :

M. Jean-Marie GUILLEMIN, Mme Sophie OBLIN-POMMIER, M. Didier LIZORET, Mme Fabienne MOREL, M. Mustapha MZARI-ROSSI, Mme Pascale BOURSIN, M. Pierre JUNQUA, Mme Isabelle GERME, Mme Claude FRÉMIN, M. Philippe BERARDI, M. Bertrand LANGRAND, M. Hervé ROSE, M. Laurent EUDE, M. Francis MÉNARD, Mme Maryline CHAUCHIS-ARDAENS, Mme Rachel LOPEZ, M. Valéry DELAGE, Mme Véronique LEVILLAIN, M. Jérôme PIERRE, M. Damien GUINEHEUX..

Pouvoirs :

Mme Anne-Marie ARANDA à Mme Claude FRÉMIN
Mme Aurélie BARRÉ-RIBET à Mme Véronique LEVILLAIN

Absents excusés :

Mme Ymen FARHAT
M. Florent ANDRÉ.

Secrétaire :

M. Pierre JUNQUA désigné à l'unanimité par les membres du conseil municipal.

Delib20260102

OBJET : Débat d'Orientations Budgétaires de la Commune de Cormelles le Royal

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » ATR du 6 février 1992, la tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires s'impose aux communes dans un délai de deux mois précédant le vote du budget primitif.

Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) est encadré par l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il dispose que « *Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal. Dans les Communes de plus de 3 500 habitants, le Maire présente au Conseil Municipal, dans les 10 semaines précédant l'examen du Budget Primitif, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.* »

Ce débat représente un moment important de la vie d'une collectivité. C'est la première étape du cycle budgétaire annuel des Collectivités locales. Il permet de rendre compte de la gestion de la Commune et doit permettre au Conseil Municipal de discuter des orientations budgétaires qui seront affectées dans le budget primitif.

INTRODUCTION

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- Les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- Les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- La structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientations budgétaire, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux et 12 jours pour les conseillers départementaux et régionaux.

L'année 2026 s'inscrit dans un contexte particulier marqué par la tenue des élections municipales.

Dans ce cadre, pour le vote du BP 2026, l'investissement sera réduit à la finalisation des projets en cours, sans nouvel engagement sur des projets structurants, sauf obligations légales ou situations d'urgence. Les choix d'investissement futurs seront définis par la nouvelle gouvernance issue des élections municipales.

A ce titre, la section d'investissement fera l'objet d'inscription de crédits supplémentaires après les élections, lors de l'affectation des résultats, dans le cadre d'un budget supplémentaire, afin de permettre à nouvelle équipe municipale de traduire ses priorités.

En matière de fonctionnement, la Commune poursuivra l'objectif de maîtrise des dépenses engagé ces dernières années, dans un contexte économique et financier contraint, marqué par une croissance faible, un niveau important de la dette publique de l'Etat, des taux d'intérêts encore élevés et des incertitudes majeures autour du projet de loi de finances 2026 qui pourraient impacter les budgets des collectivités.

Le présent rapport se structure autour de 2 axes :

- Le contexte financier macroéconomique impactant les collectivités territoriales,
- L'analyse rétrospective de la Commune.

PARTIE 1 : LE CADRE ECONOMIQUE ET FINANCIER

Des données sur le contexte macroéconomique et financier national sont présentées au début de ce rapport pour tenter de mieux appréhender le contexte général impactant l'élaboration du budget 2026 de la Commune.

I. Le contexte économique et financier général

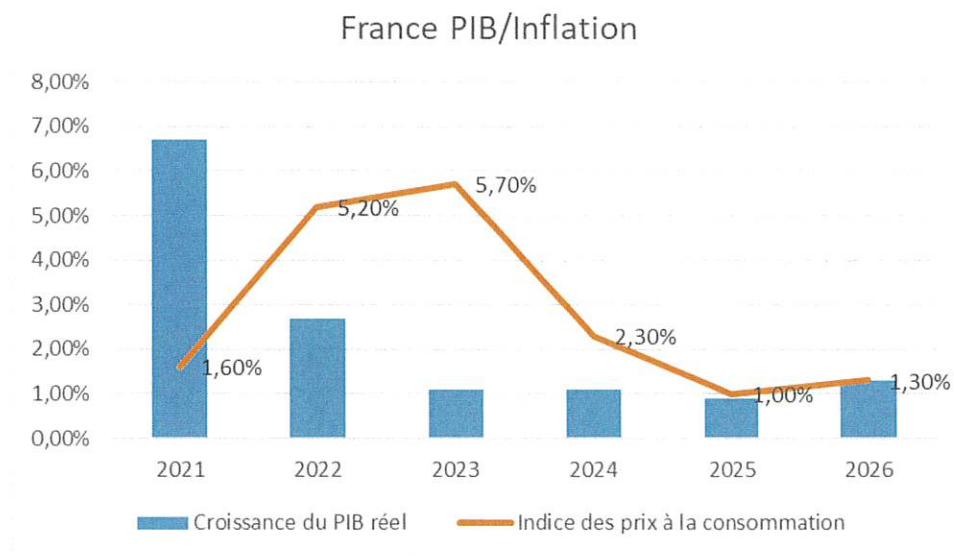
Croissance	Inflation	Déficit public
+1.1% en 2024	+2.3% en 2024	-5.8% en 2024
+0.9% en 2025	+1.0% en 2025	-5.4% en 2025
+1.0% en 2026	+1.3% en 2026	-4.7% en 2026

Source Natixis CIB

Le contexte macroéconomique est marqué par un climat d'incertitude économique élevé, mais la croissance française résiste malgré l'incertitude politique (+0.9% en 2025) et croîtrait en 2026 (+1.0%).

L'inflation française (+1.0%) est la plus faible de la zone euro celle-ci ayant été tirée à la baisse par la baisse des prix réglementés de l'électricité de 15% en février 2025 et elle resterait modérée en 2026 (+1.3%).

Selon les projections du gouvernement, le déficit public pourrait atteindre plus de 5.4% du PIB à la fin de l'année, et jusqu'à près de 4.7% à l'issue de l'exercice 2026.



II. La loi de finances 2026

À la suite de l'échec de la Commission Mixte Paritaire le 19 décembre 2025, le budget de l'État n'a pu être arrêté avant le 31 décembre. En application de l'article 45 de la LOLF (Loi Organique relative aux Lois de Finances), une loi spéciale a été promulguée le 27 décembre 2025. Ce dispositif d'urgence assure la continuité des services publics et de la vie nationale au début de l'année 2026 en reconduisant provisoirement les recettes et dépenses de l'exercice précédent.

Pour les collectivités territoriales, ce cadre impose une gestion prudente articulée autour de deux axes :

1. **La pérennité des recettes de fonctionnement** : La loi spéciale garantit la perception de la fiscalité locale et le versement des dotations (DGF) sur la base des montants de 2025.
2. **Une vigilance accrue sur l'investissement** : Dans l'attente d'un budget d'État définitif et de la fixation des enveloppes de subventions (DETR, DSIL, Fonds Vert), la collectivité priorise l'achèvement des chantiers déjà engagés et diffère le lancement de nouveaux projets structurants.

A. Les concours financiers de l'Etat aux collectivités

1) La Dotation Globale de Fonctionnement

Elle comprend :

- La Dotation Forfaitaire (DFCOM)
- La Dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale (DSU)
- La Dotation de Solidarité Rurale (DSR)
- La Dotation Nationale de péréquation (DNP)
- La Dotation d'Aménagement des Communes d'Outre-Mer (DACOM)

○ La Dotation Forfaitaire

La commune de Cormelles le Royal ne perçoit plus de dotation forfaitaire, celle-ci n'étant désormais plus éligible à cette composante de la Dotation Globale de Fonctionnement au regard des critères fixés par les lois de finances et des règles nationales de répartition.

Année	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dotation Forfaitaire	0 €	0 €	12 003 €	8 973 €	0 €	0 €

En parallèle, la commune demeure contributrice aux mécanismes de solidarité nationale :

- Depuis 2018, elle est ainsi soumise à un prélèvement sur sa fiscalité, conformément à la loi de finances pour 2018, qui a maintenu les prélèvements au titre de la Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP) pour les communes et EPCI concernés. **Pour Cormelles le Royal, cela se traduit par un montant prélevé sur les recettes fiscales (Foncier Bâti et Foncier Non Bâti) de 31 153 €.**
- En outre, la commune est redevable du dispositif DILICO depuis 2025, **pour un montant de 21 048 €**. Il est envisagé par l'Etat un doublement de ce mécanisme, ce qui entraînerait une augmentation significative de la contribution financière de la commune au cours des exercices à venir.

○ La Dotation de Solidarité Rurale (DSR)

La commune est éligible à la DSR (Dotation réservée aux communes de moins de 10 000 hab)

En raison de l'application de la loi spéciale, ce montant sera reconduit **à l'identique en 2026**. Nous conservons donc une **prévision prudente d'environ 60 000 €**, sans perspective d'augmentation immédiate.

Année	2021	2022	2023	2024	2025	Estimation 2026
Montant perçu	39 010 €	40 635 €	47 414 €	53 992 €	60 079 €	60 000 €

2) **Le FPIC (Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal)**

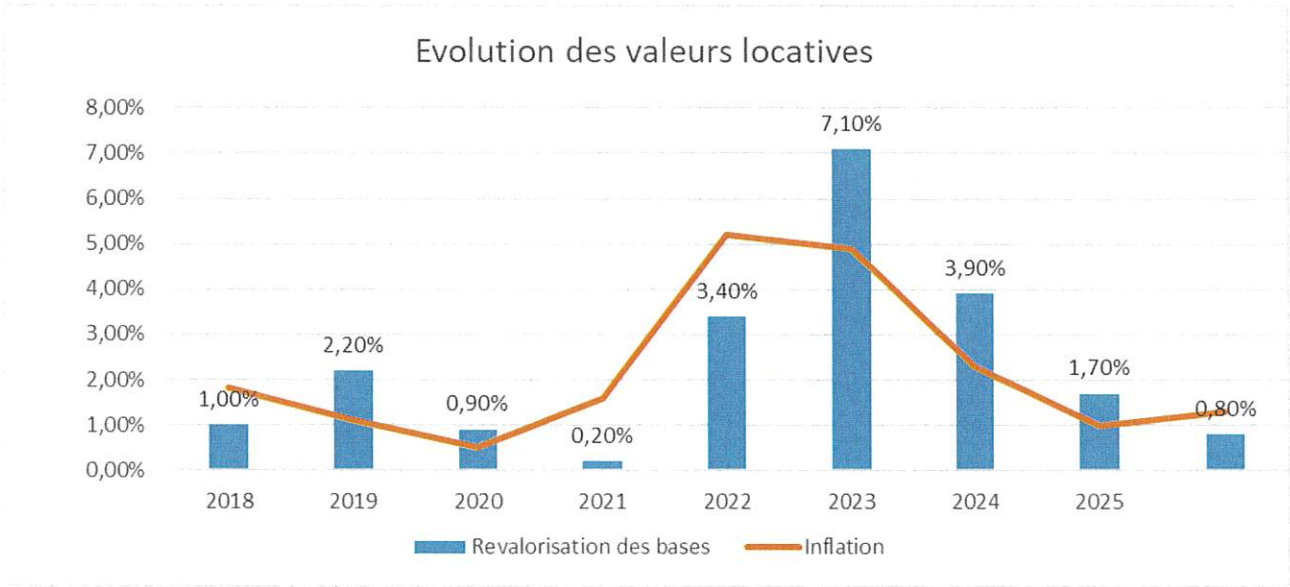
En raison de l’application de la loi spéciale, et dans l’attente de l’adoption de la loi de finances, il convient de retenir une hypothèse de reconduction à l’identique des montants de l’année 2025.

Année	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 estimation
Montant perçu	37 207 €	35 378 €	36 673 €	37 524 €	39 775 €	40 715 €	40 000 €

B. Les principales mesures fiscales votées

1) **Revalorisation des valeurs locatives cadastrales**

La revalorisation forfaitaire des bases est fixée à 0.80%, coefficient calculé au niveau national selon l’évolution des prix à la consommation harmonisée IPCH sur un an constaté fin novembre 2025 (source INSEE du 30 NOVEMBRE 2025), désormais il ne s'appliquera qu’aux valeurs locatives foncières des locaux d’habitation et des propriétés non bâties.



2) La taxe d'habitation sur la résidence principale

Depuis 2024, la taxe d'habitation sur les résidences principales n'existe plus. Cependant, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et sur les logements vacants est conservée.

THRS	2023	2024	2025	2026
Bases d'imposition	426 562.00 €	229 182.00 €	150 810.00 €	152 000.00 €
Taux	6.89%	6.89%	6.89 %	6.89 %
Produits	29 390.12 €	15 736 €	10 364 €	10 473 €

Les montants constatés en 2023 s'expliquent par une erreur sur les bases d'imposition de la THRS, survenue lors de la première année de mise en œuvre de l'outil « Gérer mes biens immobiliers ». Les impositions établies à partir de ces bases erronées, pour un montant de 426 562 €, ont d'ores et déjà fait l'objet de dégrèvements significatifs, pris en charge par l'État, représentant plus de 31 % des sommes initialement émises.

3) La fiscalité indirecte

Elle est dépendante des recettes encaissées au titre :

- De la taxe sur les Droits de Mutation (ils comprennent les droits d'enregistrement et la taxe de publicité foncière lorsqu'un bien immobilier change de propriétaire) ;
- De la taxe sur la publicité ;
- De la taxe sur la consommation finale de l'électricité.

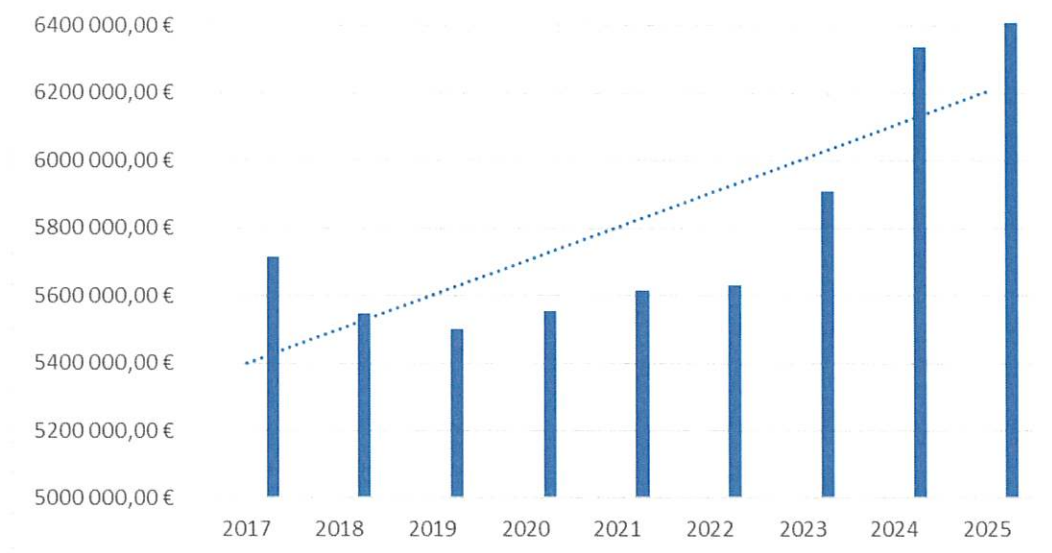
PARTIE 2 : ANALYSE RETROSPECTIVE

I. Les dépenses réelles de fonctionnement

(*) Les données 2025 du Compte administratif sont susceptibles d'être modifiées (en attente du compte de gestion)

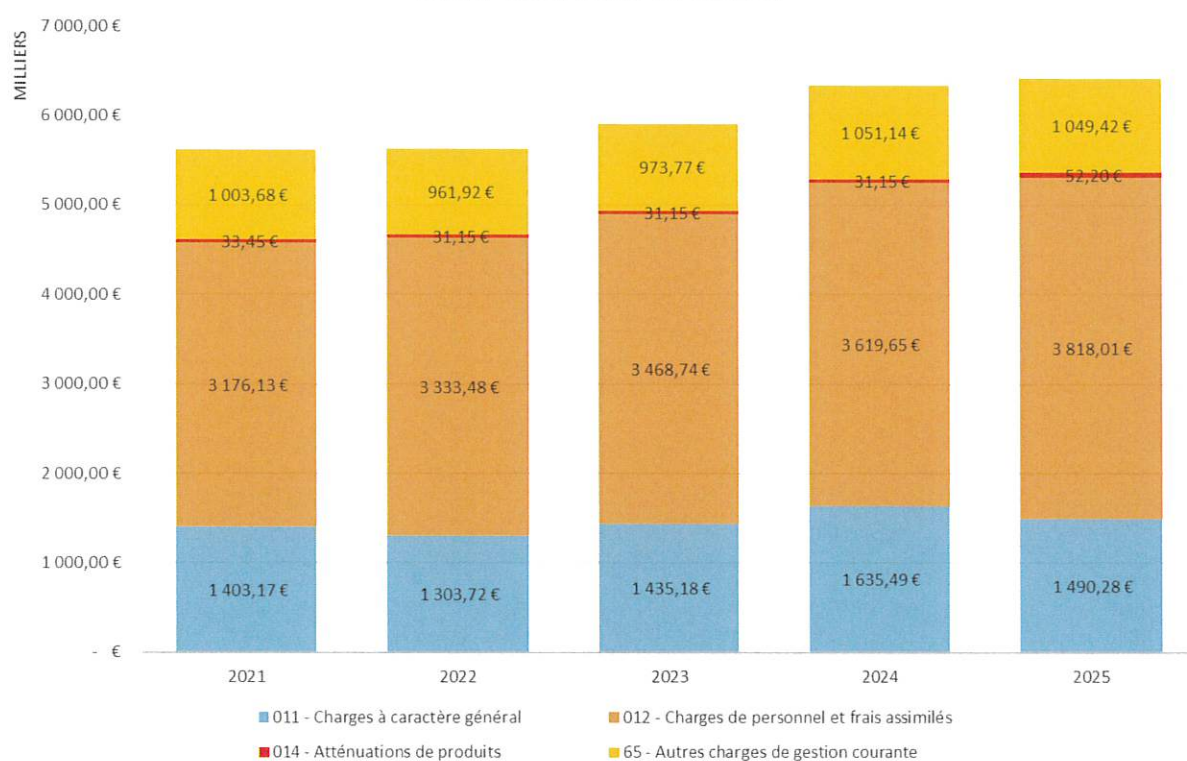
	2021	2022	2023	2024	2025	Evolution 2025/2024
011 - Charges à caractère général	1 403 169,73 €	1 303 723,88 €	1 435 178,63 €	1 635 493,66 €	1 490 282,48 €	-8,88%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	3 176 126,55 €	3 333 482,32 €	3 468 742,11 €	3 619 652,84 €	3 818 006,96 €	5,48%
014 - Atténuations de produits	33 448,00 €	31 153,00 €	31 153,00 €	31 153,00 €	52 201,00 €	67,56%
65 - Autres charges de gestion courante	1 003 675,94 €	961 919,32 €	973 766,96 €	1 051 136,40 €	1 049 416,56 €	-0,16%
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION COURANTES	5 616 420,22 €	5 630 278,52 €	5 908 840,70 €	6 337 435,90 €	6 409 907,00 €	
Evolution	1,09%	0,25%	4,95%	7,25%	1,14%	
66 - Charges financières	18 246,90 €	13 214,88 €	83 601,45 €	82 945,96 €	76 262,11 €	-8,06%
67 - Charges exceptionnelles	1 100,74 €	1 385,82 €	199,55 €	- €	11 482,78 €	
68 - Dotation aux provisions		7 332,16 €	- €	- €	52,30 €	
TOTAL DES DEPENSES REELLES	5 635 767,86 €	5 652 211,38 €	5 992 641,70 €	6 420 381,86 €	6 497 704,19 €	
Evolution	1,00%	0,29%	6,02%	7,14%	1,20%	

LES DEPENSES DE GESTION COURANTES



Après une baisse significative des dépenses de gestion courante entre 2017 et 2020, une reprise a été enregistrée dès 2021, en raison des effets de la pandémie de COVID-19. Cette tendance s'est accentuée avec l'inflation qui a atteint 5,9% en 2022, 5,8% en 2023 et 2,3% en 2024.

DÉTAIL DE DEPENSES DE GESTION



En 2025, les dépenses de gestion courante augmentent de 1,14 %, soit +72 471 € en valeur absolue, dans un contexte d'inflation estimée à 1,0 %. Cette évolution est principalement portée par deux postes de dépenses :

- Les charges de personnel, en hausse de 5,48%,
- Les atténuations de produits, qui progressent fortement (+67,56 %), en lien avec l'accroissement des prélèvements obligatoires supportés par la commune.

À l'inverse, le chapitre 011 – Charges à caractère général enregistre une baisse significative de 8,88 % par rapport à 2024, soit –145 211 €. Cette diminution traduit les efforts engagés en matière de maîtrise des dépenses de fonctionnement.

Le chapitre 012 – Dépenses de personnel poursuit sa progression +5,48 %, représentant +198 354,12 € en valeur absolue. Elle résulte de plusieurs facteurs structurels et conjoncturels :

- la hausse mécanique de la masse salariale liée au glissement vieillesse-technicité (GVT), résultant des avancements de grade et d'échelon, dont l'évolution annuelle moyenne à effectif constant est estimée entre 1,5 % et 2 % ;
- L'augmentation de la cotisation patronale CNRACL de 3 points au 1^{er} janvier 2025 (+ 50 000 €/an) ;
- Le renfort en agents contractuels, une année pleine pour le service EVS, retour à temps plein d'agents

Le chapitre 65 – Autres charges de gestion courante demeure quant à lui globalement stable, avec une très légère diminution de 1 719,84 €, passant de 1 051 136,40 € à 1 049 416,56 €.

Enfin, le chapitre 66 – Intérêts de la dette enregistre une baisse de 8,06 %, soit –6 683 € en valeur absolue, liée à l'extinction d'un emprunt.

II. Les recettes réelles de fonctionnement

	2021	2022	2023	2024	2025	Evolution 2024/2025
013 - Atténuations de charges	73 738,83 €	70 957,71 €	26 394,80 €	9 132,84 €	55 178,03 €	504,17%
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	662 625,76 €	715 636,06 €	752 888,35 €	717 323,31 €	653 849,24 €	-8,85%
73 - Impôts et taxes	3 054 073,21 €	3 055 368,21 €	3 071 655,21 €	3 073 906,21 €	3 074 846,21 €	0,03%
731 - Fiscalité	1 868 278,26 €	2 206 051,70 €	2 339 760,95 €	2 371 249,32 €	2 482 391,98 €	4,69%
74 - Dotations, subventions et participations	331 960,70 €	356 945,84 €	405 682,19 €	453 362,59 €	488 631,52 €	7,78%
75 - Autres produits de gestion courante	98 860,09 €	93 462,90 €	155 400,04 €	98 717,11 €	122 606,76 €	24,20%
TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE	6 089 536,85 €	6 498 422,42 €	6 751 781,54 €	6 723 691,38 €	6 877 503,74 €	
Evolution	-1,15%	6,71%	3,90%	-0,42%	2,29%	
76 - Produits financiers	5,76 €	6,11 €	7,99 €	10,63 €	10,13 €	-4,70%
775 - Cessions	17 000,00 €	10 000,00 €	178 111,82 €	460,00 €	- €	-100,00%
77 - Produits exceptionnels	3 678,04 €	22 035,04 €	10 448,18 €	8 713,63 €	17 290,93 €	98,44%
TOTAL	6 110 220,65 €	6 530 463,57 €	6 940 349,53 €	6 732 875,64 €	6 894 804,80 €	
Evolution	-1,27%	6,88%	6,28%	-2,99%	2,41%	
Evolution hors cession	-1,54%	7,01%	3,71%	-0,44%	2,41%	

(*) Les données 2025 du compte administratif sont susceptibles d'être modifiées (en attente du compte de gestion)

En 2025, les recettes de gestion courante progressent de 2.29% (+153 812.36 € en valeur absolue)

Le chapitre **013-Atténuation de charges** enregistre une forte hausse de +504.17% (+ 46045€) due au remboursement de l'assurance statutaire au titre des arrêts en longue maladie et des accidents de service

Le chapitre **70- Produits des services** enregistre une baisse de -8.85% (soit 63 474.07 €), résultat de plusieurs facteurs :

- Une baisse des mises à dispositions du personnel à Caen la mer : - 10 694.05 € ;
- Une augmentation de la fréquentation des services périscolaires (centre de loisirs) ;
- Du fait de la mise en place de la Cantine à 1€, la participation de l'Etat est constatée au chapitre 74 d'où une baisse au chapitre 70 de 54 026€

Le chapitre **73-Impôts et taxes** est stable +0.03% (+ 940.00 €)

Le chapitre **731 – Fiscalité** enregistre une hausse de 4.69% (soit 111 142.66€) qui s'explique :

- Par une hausse du produit de taxes foncières et d'habitation de 94 685 € en raison de la revalorisation des bases et les nouvelles constructions ;
- Par une hausse des droits de mutation de 13 776 €

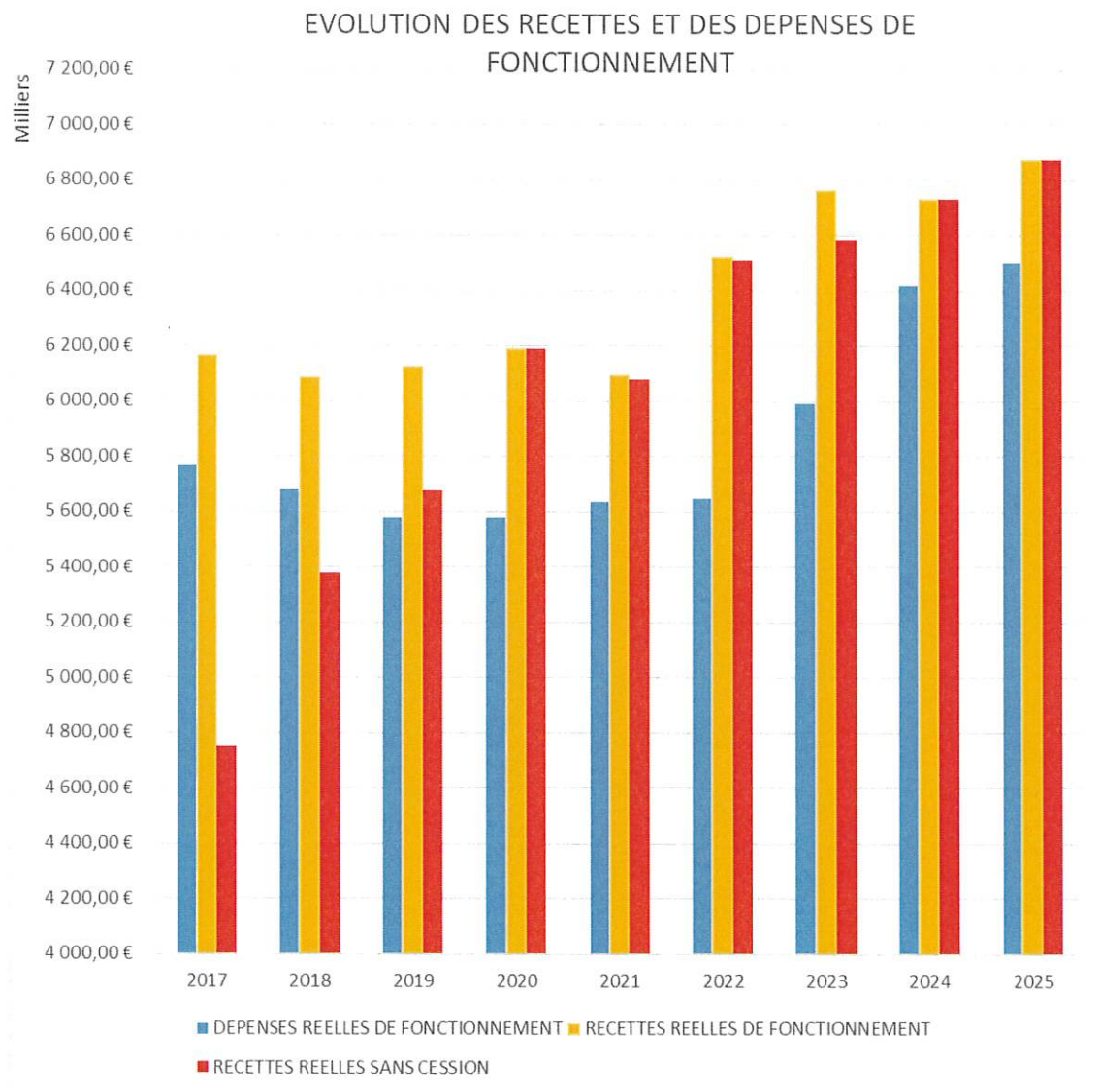
Le chapitre **74-Dotations de l'Etat** enregistre une hausse de 7.78% (+35 268.93 €) qui s'explique par

- + 6 084 € correspondant aux allocations compensatrices.
- - 27 895 € de DCRTP
- + 6 087 € pour la Dotation de Solidarité Rurale ;
- + 26 078 € pour le versement de la participation de CAF
- + 32 682 € participations de l'Etat pour la cantine à 1€
- - 6 015 € FCTVA
- - 8 973 € pour le versement de la Dotation Forfaitaire des Communes ;

On constate un désengagement de l'Etat avec une baisse des dotations de l'Etat (suppression de la Dotation Forfaitaire et de la DCRTP)

Le compte **75-Autres produits de gestion courante** est en hausse de 24.20 % (soit 23 889€) en raison du versement des indemnités par suite de différents sinistres.

Le graphique suivant montre l'évolution des recettes et des dépenses réelles de fonctionnement de 2017 à 2025 :



III. La situation de l'épargne

La capacité d'épargne est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement.

Concrètement, **elle mesure la part des recettes courantes qu'une collectivité parvient à dégager pour rembourser le capital de la dette et financer sa section d'investissement.**

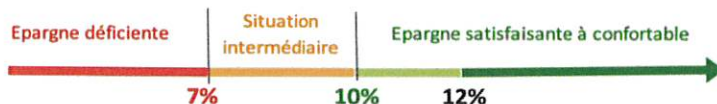
Pour l'année 2025, **la Commune dégage une épargne brute de 379 852.83 €.**

Ce tableau retrace l'évolution des différentes composantes de l'épargne de la Commune sur la période 2018-2025.

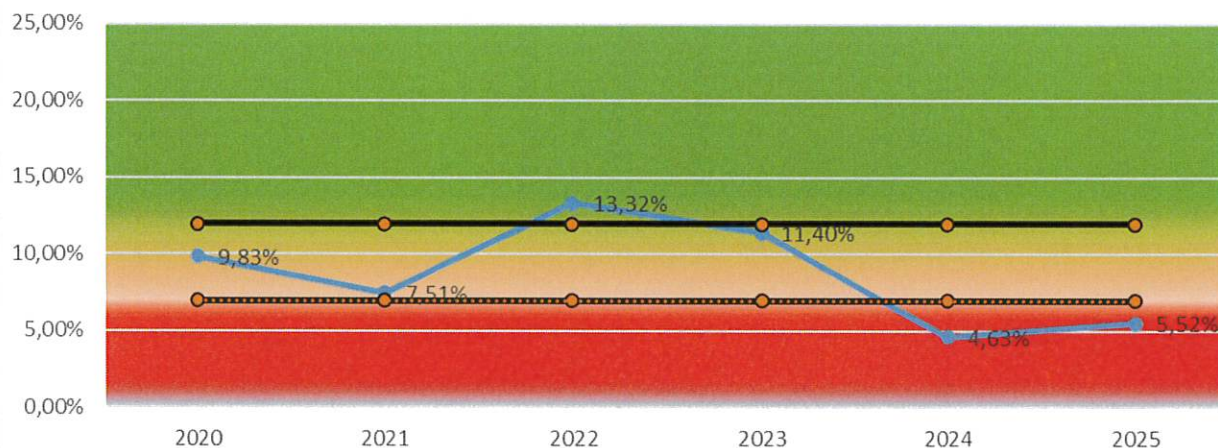
	2020	2021	2022	2023	2024	2025
PRODUIT DE FONCTIONNEMENT COURANT	6 160 570,69 €	6 089 536,85 €	6 498 422,42 €	6 751 781,54 €	6 723 691,38 €	6 877 503,74 €
CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT	5 556 092,15 €	5 616 420,22 €	5 630 278,52 €	5 908 840,70 €	6 337 435,90 €	6 409 907,00 €
EPARGNE DE GESTION	604 478,54 €	473 116,63 €	868 143,90 €	842 940,84 €	386 255,48 €	467 596,74 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS (sans les cessions)	27 987,00 €	3 683,80 €	22 041,15 €	11 929,51 €	8 713,63 €	0,98 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES	- €	1 100,74 €	1 385,82 €	199,55 €	- €	11 482,78 €
	- €	- €	7 332,16 €	- €	- €	- €
SOLDE	27 987,00 €	2 583,06 €	13 323,17 €	11 729,96 €	8 713,63 €	11 481,80 €
EPARGNE DE GESTION	604 478,54 €	473 116,63 €	868 143,90 €	842 940,84 €	386 255,48 €	467 596,74 €
CHARGES FINANCIERES	24 012,63 €	18 246,90 €	13 214,88 €	83 601,45 €	82 945,96 €	76 262,11 €
CAF/EPARGNE BRUTE	608 452,91 €	457 452,79 €	868 252,19 €	771 069,35 €	312 023,15 €	379 852,83 €
CAPITAL DES EMPRUNTS	285 000,00 €	251 250,00 €	240 000,00 €	381 666,70 €	360 000,00 €	310 000,00 €
EPARGNE NETTE	323 452,91 €	206 202,79 €	628 252,19 €	389 402,65 €	- 47 976,85 €	69 852,83 €

Le taux d'épargne brute (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement) : ce ratio indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette (ayant servi à investir). Il s'agit de la part des recettes de fonctionnement qui ne sont pas absorbées par les dépenses récurrentes de fonctionnement

Lecture du ratio de taux d'épargne brute :



Evolution du taux d'épargne brute



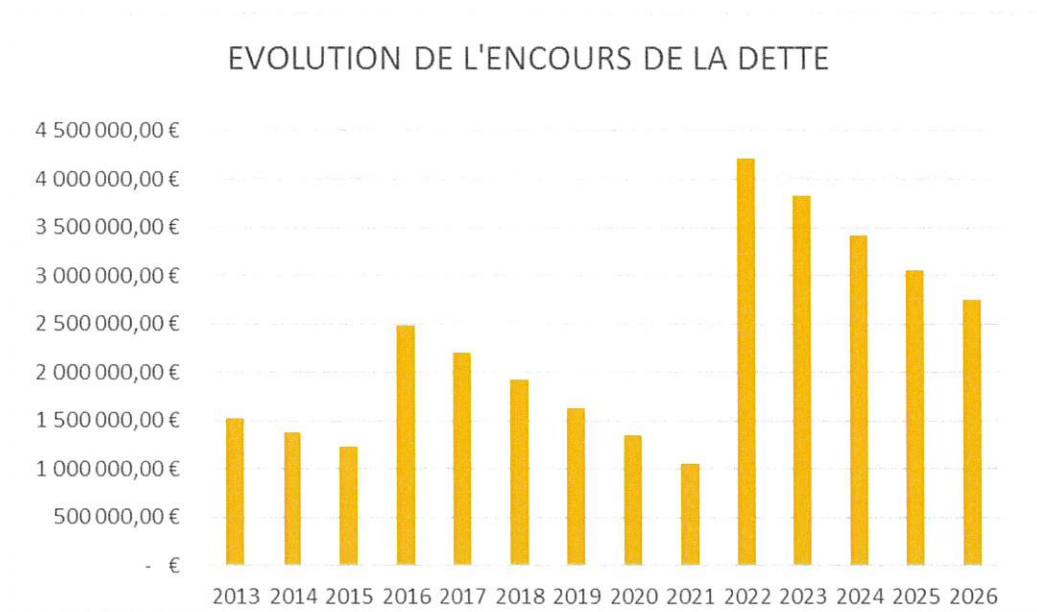
Le taux d'épargne de la collectivité pour l'année 2025 s'établit à 5.52%, il enregistre une hausse de 0.89 points par rapport à 2024.

Après une forte dégradation de l'épargne brute en 2024, celle-ci amorce progressivement une phase de redressement grâce à la diminution annuelle de la charge d'un emprunt unique. Toutefois, ce redressement demeure conditionné à une maîtrise stricte des dépenses de fonctionnement dans un contexte de baisse des recettes.

IV. L'endettement communal

La Commune de Cormelles le Royal ne supporte désormais qu'un seul emprunt en cours.

- Un emprunt de 3,4 M€ réalisé en 2022 pour la construction d'une salle multi-activités.
Emprunt sur 20 ans mobilisable à compter du 6 février 2023 au taux fixe de 2.5%.



En 2025, la capacité de désendettement de la collectivité s'améliore nettement. Le ratio de désendettement passe de **10,96 années en 2024 à 8.20 années, (calculé sur la base d'un encours de dette de 3 058 333 € et d'une épargne brute de 379 893 €)** ce qui signifie que la collectivité mettrait aujourd'hui un peu plus de **8 ans** à rembourser l'ensemble de sa dette en mobilisant son épargne brute.

Cette évolution positive s'explique par la **diminution progressive de l'encours de la dette** et par le redressement de l'épargne brute. Si la collectivité poursuit ses efforts de **maîtrise des dépenses de fonctionnement**, la capacité de désendettement ne pourra que **continuer à s'améliorer**, compte tenu de l'évolution de l'encours de la dette.

Cette trajectoire conforte une situation financière plus saine, tout en appelant à la poursuite d'une gestion prudente dans un contexte de recettes contraintes.

PARTIE 3 : LES ORIENTATIONS 2026

Grâce à une gestion prudente et rigoureuse conduite tout au long du mandat, la Ville de Cormelles le Royal présente, à son terme, une situation financière globalement saine. Si une dégradation a été constatée en 2024, celle-ci apparaît conjoncturelle et la situation montre désormais des signes de redressement.

Le redressement s'explique notamment par la réduction progressive de l'endettement, la commune ne supportant désormais plus qu'un seul emprunt, ainsi que par la baisse des charges financières, les intérêts de la dette amorçant une diminution. Ces éléments contribuent à une amélioration des équilibres financiers et à un allègement des contraintes pesant sur le budget communal.

Toutefois, ce bilan solide est aujourd'hui confronté à une menace extérieure majeure : le creusement du déficit de l'État. Cette situation nationale critique va inévitablement entraîner une baisse des recettes transférées aux collectivités.

Le contexte actuel impose en effet une vigilance accrue : les marges de manœuvre de la commune sont très limitées, et toute décision unilatérale de l'État est susceptible d'affecter directement la capacité d'autofinancement de la Ville (comme par exemple, le fait de ne pas appliquer le coefficient de revalorisation sur les valeurs locatives des locaux commerciaux ou professionnels), avec des conséquences directes sur le fonctionnement du service public (risque d'être dans l'obligation de supprimer un ou des services publics) et sur la programmation des investissements.

Dans ce contexte, il faudra faire preuve d'une gestion attentive et réactive, afin de préserver l'équilibre financier de la commune tout en garantissant la continuité et la qualité du service rendu aux habitants.

Comme vu en introduction, le BP 206 sera présenté au vote sans orientations politiques, il sera établi sur la base de l'application du taux inflation de 1.30% aux charges de fonctionnement et de la reconduction des recettes en l'absence de budget de l'Etat.

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

A. Les dépenses

Elles concernent l'ensemble des dépenses réalisées pour la gestion quotidienne de la Collectivité. Il s'agit principalement des dépenses de personnel (salaires, cotisations, etc.), des dépenses d'intervention (allocations de solidarité, subventions aux associations, etc.), des dépenses du fonctionnement général (fluides, achats, etc.) ainsi que les frais financiers.

a) Les charges à caractère général (chapitre 011)

Pour l'année 2026, les charges à caractère général sont estimées à 1 509 695 €

	BP 2024	BP 2025	DM	CA 2025	BP 2026
011 - Charges à caractère général	1 859 959,03 €	1 766 216,00 €	-130 368,00 €	1 490 320,38 €	1 509 695 €

b) Les autres charges de gestion courante (chapitre 65)

	BP 2024	BP 2025	DM	CA 2025	BP 2026
65 - Autres charges de gestion courante	1 107 880,00 €	1 045 050,00 €	28 130,00 €	1 049 416,56 €	1 033 059 €

Ces charges sont estimées en baisse par rapport au BP 2025

- Stabilité de la contribution au SIVOM comme prévu dans la convention ;
- Une subvention de 200 000 € est attribuée au CCAS, en baisse de 30 000 €, en raison de la politique mise en place pour le service d'aide à domicile.

c) Les charges de personnel (chapitre 012)

Le travail engagé depuis plusieurs années afin de maîtriser la masse salariale se poursuit. Mais il faut tenir compte de :

- La hausse incompressible de la masse salariale liée au glissement vieillesse-technicité (GVT) résultant des avancements de grade et d'échelon (environ 2%)
- L'augmentation de la cotisation patronale CNRACL environ 50 000 €

	BP 2024	BP 2025	DM	CA 2025	BP 2026
012 - Charges de personnel et frais assim	3 571 201,56 €	3 878 463,00 €	37 000,00 €	3 818 006,96 €	3 944 367 €

d) Les charges financières (chapitre 66)

Les charges financières vont continuer de baisser.

	BP 2023	BP 2024	BP 2025	DM	CA 2025	BP 2026
66 - Charges financières	83 810,80 €	82 945,96 €	76 262,11 €	- €	76 262,11 €	71 011 €

e) Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

	BP 2024	BP 2025	DM	CA 2025	BP 2026
011 - Charges à caractère général	1 859 959,03 €	1 766 216,00 €	- 130 368,00 €	1 490 320,38 €	1 509 695 €
012 - Charges de personnel et frais assim	3 571 201,56 €	3 878 463,00 €	37 000,00 €	3 818 006,96 €	3 944 367 €
014 - Atténuations de produits	31 153,00 €	66 153,00 €	- 13 952,00 €	52 201,00 €	73 250 €
65 - Autres charges de gestion courante	1 107 880,00 €	1 045 050,00 €	28 130,00 €	1 049 416,56 €	1 033 059 €
66 - Charges financières	82 945,96 €	76 262,11 €	- €	76 262,11 €	71 011 €
67 - Charges spécifiques	- €	- €	13 000,00 €	11 482,78 €	1 000 €
68 - Dotations aux provisions et dépréciati	- €	1 500,00 €	- €	52,30 €	1 000 €
	6 653 139,55 €	6 833 644,11 €	- 66 190,00 €	6 497 742,09 €	6 633 382 €

Les dépenses réelles de fonctionnement (hors dépenses imprévues et virement vers la section d'investissement) sont évaluées à 6 633 382 € pour l'année 2026. (Inflation prévue 1.30%)

B. Les recettes

a) Les produits des services (chapitre 70)

Les principales redevances de services sont :

- 3) liées aux prestations des services (Centre de loisirs, restauration scolaire, garderie, TEOM,...)
- 4) constituées des remboursements de mise à disposition de personnel et de locaux à la CU.

	CA2023	BP 2024	CA 2024	BP 2025	CA 2025	BP 2026
JEUNESSE (ALSH)	100 865,63 €	102 000,00 €	115 657,18 €	117 200,00 €	114 399,20 €	115 600,00 €
RESTAURATION SCOLAIRE ET GARDERIE	173 136,71 €	175 000,00 €	161 059,76 €	146 320,00 €	115 164,65 €	116 300,00 €
AUTRES (REDEVANCE OCCUPATION DOMAINE PUBLIC, TEOM,...)	4 932,69 €	5 000,00 €	4 424,18 €	4 590,00 €	4 520,70 €	4 600,00 €
REMBOURSEMENT DE LA CU	473 953,32 €	470 000,00 €	432 178,28 €	421 000,00 €	420 005,03 €	420 000,00 €
TOTAL	752 888,35 €	752 000,00 €	713 319,40 €	689 110,00 €	654 089,58 €	656 500,00 €

b) Les impôts locaux (chapitre 73)

L'augmentation du produit des impôts locaux dépend de 3 facteurs :

- Évolution des bases décidée par le législateur : + 0.80 % pour 2026 pour les locaux d'habitation, les établissements industriels et le non bâti ;
- Évolution physique des bases : constructions nouvelles
- Évolution des taux communaux ;

Evolution des bases des 3 taxes (en euro) revalorisation prévue de 0.8%

Année	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Pourcentage d'évolution	0,20%	3,40%	7,10%	3,90%	1,70%	0,80%
Taxe Habitation Résidence Secondaire	306 328,00 €	277 793,00 €	426 562,00 €	229 182,00 €	150 810,00 €	152 000,00 €
Foncier Bati	5 467 356,00 €	5 759 824,00 €	6 207 240,00 €	6 505 044,00 €	6 813 846,00 €	6 853 135,00 €
Foncier Non Bati	50 965,00 €	50 818,00 €	55 614,00 €	57 244,00 €	56 940,00 €	57 395,00 €

La valeur locative du Foncier Bâti se décompose comme suit pour l'année 2025 :

- Locaux d'habitation : 4 911 151 €
- Les établissements publics : 458 488 €
- Les locaux professionnels : 1 444 207 €

La détermination des bases de valeur locative :

- Locaux d'habitation : 4 950 440 € (bases 2025 +0.80% + sans les nouvelles constructions)
- Les établissements publics : 458 488 €
- Les locaux professionnels : 1 444 207 € *Evolution des taux*

Année	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<i>Pourcentage d'évolution</i>	0,00%	0,00%	10,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Taxe Habitation Résidence Secondaire	6,89%	6,89%	6,89%	6,89%	6,89%	6,89%
Foncier Bati	20,34%	42,44%	46,68%	46,68%	46,68%	46,68%
Foncier Non Bati	31,70%	31,70%	34,87%	34,87%	34,87%	34,87%

Evolution des produits des 3 taxes (en euro)

Année	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<i>Pourcentage d'évolution du taux</i>	0,00%	10,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Taxe Habitation Résidence Secondaire	21 106,00 €	19 139,94 €	29 390,12 €	15 790,64 €	10 390,81 €	10 472,80 €
Foncier Bati	2 320 345,89 €	2 688 685,84 €	2 897 539,63 €	3 036 554,54 €	3 180 703,31 €	3 199 043,42 €
Effet coefficient correcteur	812 918,00 €	853 020,00 €	916 975,00 €	963 203,00 €	1 008 927,37 €	1 014 744,90 €
Foncier Bati	1 507 427,89 €	1 835 665,84 €	1 980 564,63 €	2 073 351,54 €	2 171 775,95 €	2 184 298,52 €
Foncier Non Bati	16 155,91 €	17 720,24 €	19 392,60 €	19 960,98 €	19 854,98 €	20 013,64 €
Total des impôts locaux	1 544 689,79 €	1 872 526,02 €	2 029 347,36 €	2 109 103,16 €	2 202 021,73 €	2 214 784,96 €

Les autres taxes (chapitre 73)

Compte	2022	2023	2024	2025	BP 2026
73111 - impôts directs locaux	1 875 782,00 €	2 028 367,00 €	2 109 580,00 €	2 204 265,00 €	2 214 784,96 €
73118 - Autres contricutions directes			456,00 €	1 718,00 €	1 500,00 €
73123 - Taxe com. addit. / droits mutation ou taxe publicité f	225 199,50 €	164 560,17 €	141 208,00 €	149 666,00 €	145 000,00 €
73132 - Taxe sur les pylônes électriques	14 540,00 €	16 800,00 €	18 444,00 €	19 410,00 €	19 400,00 €
73141 - Taxe sur la consommation finale d'électricité	86 156,96 €	113 781,99 €	94 274,60 €	100 036,61 €	100 000,00 €
73154 - Droits de place	2 104,44 €	2 136,39 €	2 518,72 €	2 221,17 €	2 245,00 €
73174 - Taxe locale sur la publicité extérieure	5 268,80 €	4 410,40 €	4 768,00 €	5 075,20 €	5 115,00 €
7318 - autres fiscalités locales	- €	9 705,00 €	- €	- €	- €
	2 209 051,70 €	2 339 760,95 €	2 371 249,32 €	2 482 391,98 €	2 488 044,96 €

Caen la Mer et le FNGIR (chapitre 73)

Compte	2022	2023	2024	2025	BP 2026
73211 - Attribution de compensation	2 926 940,21 €	2 926 940,21 €	2 926 940,21 €	2 926 940,21 €	2 926 940,21 €
73212 - Dotation de solidarité communautaire	24 461,00 €	39 897,00 €	39 897,00 €	39 897,00 €	39 897,00 €
73221 - FNGIR	67 294,00 €	67 294,00 €	67 294,00 €	67 294,00 €	67 294,00 €
732221 - Fonds de péréquation des ressources com. et interco	36 673,00 €	37 524,00 €	39 775,00 €	40 715,00 €	40 715,00 €
	3 055 368,21 €	3 071 655,21 €	3 073 906,21 €	3 074 846,21 €	3 074 846,21 €

c) Les allocations compensatrices (chapitre 74)

Ces allocations compensent les pertes de ressources résultant des exonérations décidées par la loi. A partir de 2021, elles sont intégrées dans le foncier bâti perçu après ajustement avec le coefficient correcteur.

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taxe Habitation	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Foncier Bâti	4 982 €	7 127 €	7 600 €	7 600 €	7 600 €	10 558 €
Foncier Non Bâti	401 €	400 €	400 €	400 €	400 €	576 €
Locaux industriels	165 504 €	172 595 €	181 040 €	181 400 €	181 267 €	192 511 €
Total	170 887 €	180 122 €	189 040 €	189 400 €	189 267 €	203 645 €

d) Dotation Globale de Fonctionnement (chapitre 74)

La DGF est maintenant égale à la Dotation Forfaitaire + Dotation de Solidarité Rurale – CRFP- DILICO

Compte	2022	2023	2024	2025	2026
74111 - Dotation forfaitaire des communes	- €	12 003,00 €	8 973,00 €	- €	- €
739218 - DILICO				21 048,00 €	42 096,00 €
73911 - Contribution au redressement des finances publiques	- 31 153,00 €	- 31 153,00 €	- 31 153,00 €	- 31 153,00 €	- 31 153,00 €
741121 - Dotation de solidarité rurale (DSR) des communes	40 635,00 €	47 414,00 €	53 992,00 €	60 079,00 €	60 000,00 €

e) La dotation de Compensation des ressources de Taxes Professionnelles (DCRTP) (chapitre 74)

Depuis 2025, la commune de Cormelles le Royal n'est plus éligible à la DCRTTP.

Compte	2022	2023	2024	2025	2026
748312 - D.C.R.T.P.	30 473,00 €	30 282,00 €	27 895,00 €	- €	- €

f) Les participations des autres organismes (chapitre 74)

Compte	2022	2023	2024	2025	2026
7485 - Dotation pour les titres sécurisés	- €	5 500,00 €	9 500,00 €	9 500,00 €	9 500,00 €
7484 - Dotation de recensement	- €	8 952,00 €	- €	- €	- €
74836 - Attribution du fonds départ. de péréquation de la TP	- €	6 490,00 €	6 030,00 €	2 810,00 €	2 800,00 €
747888 - Autres	60 197,43 €	79 495,10 €	96 005,38 €	120 433,26 €	120 500,00 €
7478222 - Fonds départ. personnes handicapées - Part. CAF	- €	- €	1 005,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
7473 - Participations départements	6 152,44 €	6 182,88 €	6 157,88 €	4 757,00 €	4 800,00 €
74718 - Participations Etat - Autres	2 609,11 €	2 640,96 €	36 360,19 €	62 314,00 €	65 000,00 €
742 - Dotations aux élus locaux	- €	- €	163,00 €	163,00 €	163,00 €
744 - FCTVA				2 721,30 €	2 800,00 €
74741 - participation dans le cadre du millénaire de Caen	- €	- €	- €	1 000,00 €	- €

g) Les Autres produits (chapitre 75)

Compte	2022	2023	2024	2025	2026
752 - Revenus des immeubles	93 350,74 €	90 838,29 €	93 884,76 €	102 350,65 €	103 680,00 €
755 - Dédits et pénalités perçus	- €	5 187,70 €	- €	- €	- €
75738 - Autres	3 088,80 €	- €	- €	- €	- €
7584 - Recouvrement sur créances admises en non valeur	62,75 €	- €	- €	- €	- €
75883 - Excédents sur opérations de gestion	- €	- €	0,20 €	- €	- €
75888 - Autres produits divers de gestion courante	18 995,45 €	59 374,05 €	2 920,41 €	20 870,93 €	3 300,00 €
	115 497,74 €	155 400,04 €	96 805,37 €	123 221,58 €	106 980,00 €

f) Synthèse des recettes réelles de fonctionnement

	CA2024	BP 2025	CA2025	BP 2026
002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	300 000,00 €	- €	300 000,00 €	- €
013 - Atténuations de charges	9 132,84 €	9 000,00 €	55 178,03 €	10 000,00 €
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	87 960,13 €	68 446,18 €		
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	717 323,31 €	689 110,00 €	654 089,58 €	656 500,00 €
73 - Impôts et taxes	3 073 906,21 €	5 658 998,21 €	3 074 846,21 €	3 074 846,21 €
			2 458 735,98 €	2 488 044,96 €
74 - Dotations, subventions et participations	453 362,59 €	526 612,00 €	488 631,52 €	470 208,00 €
75 - Autres produits de gestion courante	98 717,11 €	99 500,00 €	122 606,76 €	106 980,00 €
76 - Produits financiers	10,63 €	- €	10,13 €	- €
77 - Produits exceptionnels	9 173,63 €		16 358,00 €	10 000,00 €
78 - reprises sur amortissements et provisions			932,93 €	1 000,00 €
	4 749 586,45 €	7 051 666,39 €	7 170 456,21 €	6 817 579,17 €

Les recettes réelles de fonctionnement pour l'année 2026 sont estimées à 6 817 579.17 €. En les comparant aux dépenses réelles de fonctionnement, qui s'élèvent à 6 633 382 € (hors dépenses imprévues et hors virement vers la section d'investissement), il en ressort une épargne brute de 184 197.17 €.

LA SECTION D'INVESTISSEMENT

A. Les dépenses

Les orientations d'investissement pour 2026 s'inscrivent strictement dans la continuité des opérations déjà engagées et programmées en 2025. L'objectif est d'assurer la réalisation des chantiers en cours sans engager de nouvelles dépenses d'équipement structurantes.

Les inscriptions budgétaires se concentreront sur les postes suivants (Restes à Réaliser)

- Poursuite des travaux de l'espace polyvalent et culturel.
- Extension du cimetière paysager.
- Rénovation et transition énergétique : Modernisation de l'éclairage du stade et poursuite du programme de rénovation énergétique des bâtiments scolaires (notamment le relamping).

B. Les recettes

Les recettes hors emprunt doivent financer pour partie notre programme d'investissement, le solde faisant l'objet d'emprunts bancaires.

Concernant nos ressources propres, l'exercice 2025 dégage (avec intégration des écritures d'ordre):

Résultat de fonctionnement	
Résultat de l'exercice	23 491.47 €
Résultats antérieurs reportés	300 000.00 €
Résultat à affecter	323 491.47 €

Ce résultat de fonctionnement de 323 491.47€ peut être viré en totalité ou partiellement vers la section d'investissement afin de financer les opérations prévues au budget 2026.

Résultat d'investissement	
Résultat de l'exercice	-83 040.29 €
Résultats antérieurs reportés	4 641 794.94 €
Solde d'exécution cumulé de l'investissement	3 811 754.65 €

C'est le premier mode de financement de nos investissements.

Cette recette est complétée par :

- le Fonds de Compensation de la TVA de 180 000 €
- la taxe d'aménagement perçue sur notre territoire par Caen la Mer qui reverse 75% à la Commune.

Le deuxième poste de financement des investissements provient des subventions. Pour 2026, la Commune de Cormelles le royal a déposé et déposera plusieurs dossiers de demande de subventions, notamment pour les investissements suivants :

- Extension du cimetière paysager
- Création d'un Espace Culturel et Polyvalent
- Relamping des écoles communales

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- prend acte des documents transmis aux membres du conseil municipal,
- prend acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2026.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Suivent les signatures,
 Pour extrait certifié conforme,
 Cormelles le Royal, le 13 janvier 2026



Le Maire,

Jean-Marie GUILLEMIN